

Le gouvernement accusé de mener une "guerre à l'intelligence"

LE MONDE | 17.02.04 | 13h24 • MIS A JOUR LE 17.02.04 | 17h17

L'hebdomadaire "Les Inrockuptibles" publie, mercredi 18 février, la liste des 8 000 signataires d'un appel qui vise à fédérer les divers mouvements de protestation en cours dans les "professions intellectuelles": enseignants, chercheurs, magistrats et avocats, intermittents du spectacle.

Partant en campagne contre ce qu'ils appellent un "*nouvel anti-intellectualisme d'Etat*", trois journalistes du magazine *Les Inrockuptibles*, Sylvain Bourmeau, Jade Lindgaard et Jean-Max Colard, ainsi que Nicolas Demorand, de France Culture, ont lancé un "*Appel contre la guerre à l'intelligence*". Un appel en forme de pétition dont l'hebdomadaire publie sur 17 pages, mercredi 18 février, le nom des 8 000 premiers signataires.

L'idée est née à l'université d'automne de la Ligue des droits de l'homme, en novembre 2003, à la suite d'une intervention de la sociologue Marie-José Mondzain, de l'Ecole des Hautes études en sciences sociales, consacrée au mouvement des intermittents du spectacle.

Le texte de l'appel, envoyé par mail, lundi 9 février, a déjà recueilli des signatures prestigieuses : les philosophes Jacques Derrida, Etienne Balibar et Jacques Bouveresse, les sociologues Alain Touraine et Luc Boltanski, les cinéastes François Ozon, Claude Lanzmann - par ailleurs directeur de la revue *Les Temps modernes* -, Arnaud Desplechin, Catherine Breillat et Bertrand Tavernier, les metteurs en scène de théâtre Ariane Mnouchkine et Patrice Chéreau... On trouve aussi les noms du dessinateur Marcel Gotlieb, de la romancière Marie Darrieussecq ou de Rony Brauman, ancien président de Médecins sans frontières...

Mais la pétition cherche également à atteindre des personnes moins connues - comme le médecin urgentiste Patrick Pelloux, qui avait été le premier à donner l'alerte, en août 2003, sur les ravages de la canicule. Leur légitimité s'est forgée dans les divers mouvements de protestation en cours dans les "*professions intellectuelles*" au sens large, et l'appel a pour vocation de rassembler "*enseignants, magistrats, chercheurs, artistes, avocats, psychanalystes, étudiants*".

"PRÉCARISATION"

Surpris par le grand nombre de réponses qui, disent-ils, affluaient jusqu'à 700 par heure, jeudi 12 février, les initiateurs affirment avoir recueilli plus de 20 000 signatures. Ils entendent fédérer des conflits qui mettent en jeu depuis quelques mois des métiers "*du savoir, de la recherche, de la pensée, du lien social*" en les interprétant comme autant de symptômes d'une "*politique extrêmement cohérente, d'appauvrissement et de précarisation de tous les espaces considérés comme improductifs à court terme, inutiles ou dissidents*".

Cette initiative vise clairement la "*politique du gouvernement Raffarin*". Mais les pétitionnaires regrettent qu'"*aucun parti politique*" n'ait "*entrepris de dénoncer*" le "*nouvel anti-intellectualisme*".

d'Etat", en dépit du soutien de plusieurs personnalités de gauche parmi lesquelles Michel Rocard, Jack Lang, Daniel Cohn-Bendit, député européen (Verts), Patrick Braouezec, maire (PCF) de Saint-Denis, ou le sénateur communiste de Seine - Saint-Denis, Jack Ralite.

"Nous visons ces nouveaux abstentionnistes très diplômés qui ne demandaient qu'à se remobiliser", affirme M. Bourmeau, qui se revendique du *"journalisme d'interpellation"*. Soucieux de ne pas paraître élitiste, il précise que l'appel vise à fédérer *"les gens qui travaillent dans la médiation, dont la démarche suppose un détour par la compréhension, bref par tout ce qui est actuellement court-circuité au nom de l'efficacité politique ou médiatique"*. Ainsi le texte critique-t-il, au nom de la *"complexité"*, la tendance à la réduction des grands débats de société à des logiques binaires : *"pour ou contre le voile", "psychiatres ou charlatans", "juges de gauche ou flic sévères", "les artistes : fainéants ou profiteurs",* etc.

Face à l'aspect de fourre-tout que peut donner la juxtaposition de toutes ces revendications sectorielles, M. Bourmeau concède qu'*"il existe entre ces professions d'énormes différences"*. *"Mais le travail politique consiste précisément à produire du collectif et donc à insister sur les ressemblances"*, ajoute-t-il.

Parmi les points de friction entre les intellectuels et le gouvernement Raffarin figure en bonne place celui qu'a déclenché l'amendement Accoyer réglementant la pratique des psychothérapies. Devenu entre-temps amendement Mattei, du nom du ministre de la santé, il a été adopté par le Sénat, lundi 19 janvier (*Le Monde* du 21 janvier). Cet amendement a cristallisé contre lui la révolte de toute une génération menée par le psychanalyste lacanien Jacques-Alain Miller (*Le Monde* du 14 février).

Autre profession intellectuelle menant la fronde contre le gouvernement : les chercheurs qui se sont regroupés autour d'une autre pétition - "Sauvons la recherche !" - lancée, mercredi 7 janvier, par le biologiste Alain Trautmann. Elle a été signée par plus de 40 000 scientifiques, qui exigent notamment le rétablissement de 550 postes statutaires supprimés en 2004 dans les organismes publics et remplacés par des contrats à durée déterminée. Les chercheurs avaient, mercredi 11 février, annoncé la mise en chantier d'états généraux de la science, et tentaient de faire converger les diverses initiatives en cours (*Le Monde* du 13 février).

Les professions judiciaires sont, quant à elles, opposées à la loi sur la grande criminalité préparée par le ministre de la justice, Dominique Perben, qui introduit, entre autre, le plaider-coupable à la française et le renforcement des pouvoirs de la police et des parquets. Préoccupés par l'éventualité que l'automaticité des peines ne mette en péril la présomption d'innocence, de nombreux avocats étaient en grève, mercredi 11 février, jour de l'adoption du texte par l'Assemblée nationale. Un recours a été déposé par les députés et sénateurs socialistes devant le Conseil constitutionnel, qui doit se prononcer le 4 mars.

Enfin, les intermittents du spectacle protestent de façon régulière depuis la signature par le Medef et trois syndicats (CFDT, CGC, CFTC), le 27 juin, d'un accord modifiant leur régime d'assurance-chômage. Après l'annulation de nombreux festivals au cours de l'été 2003, ils pratiquent désormais des actions commando, comme l'occupation spectaculaire de la Villa Médicis à Rome, le 1er janvier. Les intermittents réfléchissent également à la rédaction d'un contre-protocole et envisagent une journée d'action, le 1er mars. Pour les plus engagés, ce mouvement devait être un révélateur d'autres dysfonctionnements de la société française. La pétition des *Inrockuptibles* résonne comme un écho à cette volonté de *"montée en généralité"*.

Nicolas Weill

La gauche solidaire des chercheurs

Une déclaration commune pour la défense de *"la recherche et l'innovation"* a été signée, lundi 16 février, à l'appel du PCF, par le PS, le Parti radical de gauche (PRG), les Alternatifs (écologistes de gauche), le Mouvement républicain et citoyen (MRC, chevènementistes) et l'Association pour une gauche républicaine (AGR, chevènementistes dissidents). Déplorant que, *"depuis plusieurs années, les différents gouvernements n'ont pas fait de la recherche une véritable priorité nationale"*, et que *"la politique actuelle aggrave considérablement les difficultés"*, les signataires *"s'engagent (...)* à être de toutes les mobilisations pour contraindre le gouvernement à d'importants reculs".

• ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 18.02.04

[S'abonner au Monde.fr - 5 Euros par mois](#)

Droits de [reproduction](#) et de [diffusion](#) réservés © **Le Monde** 2004

Usage strictement personnel. L'utilisateur du site reconnaît avoir pris connaissance de la [licence](#) de droits d'usage, en acceptant et en respectant les dispositions.

[Politique de confidentialité](#) du site. [Besoin d'aide ?](#) [faq.lemonde.fr](#)